

# Entre espoirs et désespoirs

*Prises la main dans le sac, les têtes pensantes de notre économie ont failli précipiter le pays dans le gouffre, en lui attirant le courroux des argentiers internationaux. Lors de leur ultime réunion avec ces derniers, ils ont dupé leurs interlocuteurs sur certains aspects de la performance économique du pays. La Mauritanie s'est excusée et a concédé de rembourser la coquette enveloppe de 0,92 million de dollars, avec la promesse de ne plus recommencer. Du coup, des interrogations sont «montées» à la tête de nos partenaires sur la fiabilité de nos statistiques, voire notre fiabilité tout court.*

**N**onobstant cette gifle, la Mauritanie a bénéficié de la décision du G8 qui supprime la dette extérieure des 18 pays les plus pauvres de la planète.

Les huit pays les plus riches du monde, G8, ont décidé lors de la dernière réunion de leurs ministres des Finances, d'éponger la totalité de la dette de 18 pays les plus pauvres au monde. Ces dettes concernent celles redevables aux institutions internationales (FMI, Banque Mondiale, BAD...) et ne concernent pas les dettes bilatérales entre États, régies par d'autres normes. Première conséquence, nous ne serons plus le pays le plus endetté par tête d'habitant dans le monde !

En Mauritanie, la décision a été saluée par un communiqué laconique du ministère des Finances publié le 15 juin. Plein d'espoir, ce ministère écrit : «cette décision ouvrira la porte à d'autres mesures permettant de lever toutes les barrières pouvant entraver le développement et la prospérité de tous les pays concernés». Décidément, le facteur externe est toujours le principal frein à notre développement !

Ce que le ministère ne dit pas dans sa déclaration est l'impact réel que cette décision pourrait avoir sur notre économie ! Nous savons seulement que nos générations futures ne seront plus obligées de payer des dettes qui ne nous ont pas servi...

# Entre espoirs et désespoirs

Nous ne savons pas quelle est la hauteur en milliards de dollars de l'ardoise épongée. Tout comme nous ne savons pas à quelles fins les ressources ainsi dégagées seront destinées... Bref, une grande interrogation de la dimension de celle qui nous taraude toujours : «à quoi nous a servi d'avoir été élu en 2002, dans le très petit club envié des Pays pauvres très endettés (PPTE) ? Où sont partis les dividendes de cette «bonté» estimée à plus de deux milliards de dollars ?

Cette soudaine bouffée d'oxygène pour l'économie mauritanienne vient au moment où l'on s'y attendait le moins. En effet, les récents anicroches avec le FMI nous faisaient craindre le pire dans nos rapports avec les institutions financières mondiales. Prises à la main dans le sac, les têtes pensantes de l'économie nationale ont failli précipiter le pays dans le gouffre en lui attirant le courroux des argentiers. Les responsables financiers du pays ont en fait dupé leurs interlocuteurs et partenaires sur certains aspects de la «performance» du bilan macro-économique du pays. La période incriminée se situe entre 2000 et 2004. Le Comité exécutif du FMI s'est saisi du problème. La Mauritanie s'est excusée et a concédé de rembourser la coquette enveloppe de 0,92 millions de dollars, avec l'engagement de ne plus saupoudrer les visages avertis des experts.

Les choses se sont arrangées, mais les responsables financiers du pays savent qu'ils sont désormais tenus à la virgule près. Ils doivent être plus fidèles aux chiffres. Il ne leur est plus permis de masquer leurs notoires contre-performances dont les populations font les frais au quotidien.

Les Mauritaniens, eux, n'ont jamais cru aux chiffres publiés par leurs institutions financières, notamment les taux d'inflation, tellement ces indicateurs sont en complet déphasage avec le vécu journalier du citoyen. Partout, les cols blancs claquent que l'économie se porte bien et pourtant, le Mauritanien n'a jamais été aussi misérable que sous ce réajustement structurel. Le niveau de vie s'est dégradé au fil des années. La classe

moyenne étouffée par le niveau insignifiant des salaires a disparu de la scène suite à la restriction des avantages et acquis sociaux et l'absence de transparence dans les rares recrutements aux emplois publics. Le pays s'est scindé en deux groupes sociaux économiquement distincts : d'un côté les opulents et de l'autre, les misérables. Le terme même de «pauvre» est inapproprié pour décrire la «galère économique» de plus de 75% des Mauritaniens. Au même moment, l'autre classe, celle des riches, a vu ses biens se multiplier par la grâce de l'ajustement. Un libéralisme sauvage profitant seulement aux plus influents (tribalement, politiquement, ou par la force de la fonction). La culture du détournement du dénier public, la mauvaise gestion, la corruption, l'absence de rigueur dans les contrôles, ajoutés à l'impunité absolue dans le laxisme, ont donné naissance à une classe de... fonctionnaires milliardaires. L'aberration a voulu que la Mauritanie soit l'unique pays au monde où aucun haut responsable ne croupit en prison pour avoir commis des «erreurs» de gestion. Elle est le seul pays où des fonctionnaires en activité ou à la retraite, peuvent se constituer en association d'affaires sans que ceci n'offusque personne, les autorités de contrôle en premier !

Les fonctionnaires qui s'enrichissent impunément en puisant dans le budget de l'État et dans les caisses des projets de développement, côtoient une autre classe relativement nouvelle, les néo-millionnaires du gré à gré. Ces derniers sont exclusivement recrutés au sein des clans sociaux ou politiques connus. Le mariage entre les cols blancs et les commerçants a été institué au détriment de la population. Les uns sévissent par le pain et les autres par la propagande, la dissuasion ou la répression s'il le faut. Ainsi marchent les affaires et le FMI s'en prend «plein la figure», avec des rapports proximairement que l'économie se porte bien et pourtant, le Mauritanien n'a jamais été aussi misérable que sous ce réajustement structurel. Le niveau de vie s'est dégradé au fil des années. La classe

ve de cette amère réalité, la fulgurante cadence de l'augmentation des prix de produits de consommation...

Le plan national de lutte contre la pauvreté mis en place en 1996, initialement créé pour venir en aide à la masse des pauvres et permettre l'insertion des chômeurs, a tourné à la mauvaise pièce de théâtre. Transformée dès le départ de son premier Commissaire en une cellule tribalo-politique, ses interventions ciblent une clientèle politique et sociale bien connue. Les hauts fonctionnaires, les élus et les notables de tout ordre se rabaissent à la condition du pauvre et décaissent des sommes faramineuses qui sont réinvesties dans des projets personnels et des campagnes politiques.

Des zones entières du pays, poches séculaires de la pauvreté sont systématiquement oubliées des interventions de ce Commissariat. C'est le cas de certains endroits de l'Aftout, du Trarza et de toute la vallée du fleuve. Dans ces contrées, le Commissariat fait même l'économie du tapage médiatico-tribal qu'il offre à d'autres régions... Et la création de l'Agence pour l'Emploi des jeunes est venu pour donner le coup de grâce à la farce «d'un diplômé, une borne fontaine» !

Pour que le pays tire profit de la dernière décision du G8, l'État est appelé à mettre en place une équipe économique compétente, consciente des enjeux, et à même de piloter les programmes avec toute la rigueur requise. Les mécanismes de contrôle doivent être réactivés. L'autorité est appelée à sévir contre les entorses aux lois de gestion, les richesses mal acquises et les détournements. Il y va de l'intérêt de la nation. D'autant que l'exploitation, toute proche du pétrole en Mauritanie ne fera qu'aiguïser les appétits voraces des riches et des cadres laxistes. C'est le passage obligé pour bâtir une Mauritanie prospère, juste et... moins endettée.